

*L'Adresse—M. Andre*

cette politique cadre qui la mènerait vers la nouvelle terre promise.

Lorsque la Chambre s'est de nouveau réunie, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) après avoir été longtemps questionné par les députés de ce côté-ci, a fini par déclarer que puisqu'on ne pouvait espérer une stratégie industrielle globale, il n'en travaillait pas moins à l'élaboration d'un plan sectoriel qui serait bientôt révélé. De nouvelles questions nous ont permis d'apprendre que si le plan sectoriel était en gestation, il mettrait cependant longtemps à voir le jour. Les ministres de l'Industrie et du Commerce qui lui ont succédé n'y font plus du tout allusion dans leurs déclarations ni dans leurs commentaires. On dut attendre la publication du rapport du Conseil des sciences pour que ce sujet soit de nouveau abordé. Il est bien plus crucial aujourd'hui qu'il ne l'était en 1972 lorsqu'il a été annoncé pour la première fois.

Je voudrais brièvement évoquer certains des aspects d'une éventuelle stratégie industrielle. Fondamentalement, je suis d'accord avec les remarques de l'honorable député, mais il aurait pu soulever quelques autres points. Il s'est attardé un certain temps à la question des multinationales canadiennes et de leur importance pour le développement d'une capacité créatrice authentiquement canadienne dans le domaine de la recherche et du développement. Il a absolument raison à cet égard, mais il n'aborde qu'une partie du problème. Ainsi que l'a souligné en 1970 le comité spécial du Sénat des sciences et de la technologie, le Canada dépense moins pour la recherche et le développement industriel dans le domaine de la technologie que tous les autres pays industrialisés occidentaux. De tous les pays industrialisés occidentaux, c'est le Canada qui dépense le moins pour la recherche industrielle et c'est le gouvernement canadien qui soutient le moins la recherche et le développement. Quant à son aide à la recherche, il dépense plus pour la recherche fondamentale que pour la recherche appliquée ou applicable que tout autre pays occidental industrialisé.

Si le député a bien reconnu le problème, il n'en a pas montré la cause première, et c'est que le gouvernement néglige de voir dans la science et la technologie un élément important de notre développement industriel à venir. Cela a été explicité dans une foule d'études et d'analyses qui ont été faites par à peu près tous les groupes imaginables, par tous les groupes économiques du pays qui se sont intéressés à ce problème. C'est surtout parce que le gouvernement actuel n'a pas donné suite à ces recommandations qui affluent en quantité depuis 1970 que nous sommes dans une situation aussi critique aujourd'hui.

Le député aurait pu ajouter à son énumération plus d'encouragements directs aux Canadiens pour les inciter à investir dans le secteur manufacturier. Actuellement, très peu d'investisseurs sont intéressés à investir encore dans ce secteur. Il faut agir directement au moyen de dégrèvements d'impôt. Il faut prendre des mesures pour alléger l'atmosphère des relations de travail dans le pays. Les investisseurs ont à choisir entre des possibilités d'investissement contradictoires, entre les industries de capital ou les industries de main-d'œuvre. Ils choisissent le plus souvent les industries de capital, même si elles rapportent moins, pour éviter les tiraillements associés à la gestion d'une entreprise de main-d'œuvre dans le climat actuel.

Il serait également bon dans le cadre d'une stratégie industrielle de réduire la paperasserie et les tracasseries bureaucratiques qui harcèlent les industries. Il y a plusieurs années le

*Financial Post* a enquêté auprès d'industriels canadiens et en est arrivé à la conclusion que les cadres passent à peu près 35 p. 100 de leur temps à répondre à des demandes du gouvernement. C'est là un gaspillage effrayant de compétence qui coûte cher et augmente énormément les frais des entreprises. C'est également une sérieuse entrave à l'activité industrielle. Il faudrait que cela cesse.

Avant d'en arriver au sujet principal de mon discours, je voudrais féliciter le député de son intervention. On pourrait ajouter à son programme en huit points les trois ou quatre autres que je viens de mentionner. Je pourrais de nouveau insister sur le fait que ce n'est pas à la Chambre qu'il faut le dire, mais plutôt à ses collègues libéraux car voilà des années qu'ils nous promettent une stratégie industrielle, sujet qu'ils ne semblent aborder qu'au moment des élections et quand ils ont besoin d'appui.

● (1622)

J'en suis à mon cinquième discours du trône depuis ma première élection en 1972 et c'est la première fois que j'entends la Reine le prononcer en personne. J'aimerais dire, avec tous les égards que je dois à Sa Majesté, que c'est encore le plus sot que j'ai jamais entendu. Sa Majesté—qui, j'en suis sûr, est trop bienveillante pour l'admettre—a dû être quelque peu surprise d'avoir fait tout ce chemin pour lire ce discours insignifiant. Je suis sûr que les Canadiens s'attendaient à un peu plus. Douglas Fisher écrivait dans sa chronique du *Sun* de Toronto du mercredi 19 octobre:

Le discours du trône: Quel soporifique!

Il a poursuivi en ces termes:

Depuis 20 ans que je me penche sur les discours du trône d'Ottawa, je n'en vois pas qui se compare à celui de cette année pour le manque de substance ou pour l'avalanche de banalités. Par bonheur, nous aurons tous oublié demain ses 3600 mots et ses 49 paragraphes.

Voici maintenant ce qu'en dit Ronald Anderson dans le *Globe and Mail* du 20 octobre:

Comme programme d'action, le discours est encore plus déficient que d'habitude. Il se compose presque uniquement de grandes généralités et de vœux pieux. Le gouvernement a profité du discours du trône pour s'adresser un compliment royal, au lieu d'exposer la façon dont il va s'attaquer aux problèmes du pays. Cette prose élégante n'arrive pas à faire oublier la confusion et l'absence de politique qui règnent à Ottawa.

Mais trêve de citations. Le discours du trône a toujours permis au gouvernement, à l'équipe ministérielle d'exposer à la Chambre des communes ses intentions pour la session qui s'ouvre, d'annoncer les mesures législatives et le programme d'action de l'année à venir. Avec sa façon de bousculer nos traditions, il ne faut pas s'étonner que le gouvernement actuel laisse tomber celle du discours du trône pour nous servir ce chapelet de banalités, cet immense soporifique dont parlait Douglas Fisher.

Donc le discours du trône est morne, terne et banal. Il y a à cela deux explications possibles. La première veut que nous ayons un gouvernement à bout de souffle, un gouvernement exsangue qui ne tient plus debout et ne sait pas ce qu'il va faire, qui ne trouve rien de concret à mettre dans un discours du trône. Cette explication donne raison à ceux qui pensent, comme le député de Vaudreuil (M. Herbert), que depuis 30 ans nous n'avons jamais eu une aussi piètre équipe gouvernementale. A dire vrai, cette explication est difficilement réfutable. Il reste cependant une deuxième possibilité. Selon les défenseurs des libéraux, nos Machiavels du cabinet du premier ministre et du bureau du Conseil privé auraient décidé de ne